

## Déclaration liminaire au CDAS du 29 février 2016

La Fédération Solidaires Finances refuse de cautionner un budget national qui consacre pour la première fois aux ministères économiques et financiers la réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale. Ce budget est une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents retraités et actifs qui subissent par ailleurs la baisse de leur pouvoir d'achat. Ces derniers doivent faire face à des suppressions massives d'effectifs et des conditions de travail de plus en plus dégradées.

Dans le département du Var, le budget diminue de 5 % pour la deuxième année consécutive. A lui seul, le report des dépenses de coins-repas de 2015 non encore exécutées dépasse le montant de la dotation allouée. Quelles solutions restent-ils aux représentants du personnel pour boucler ce budget ? Sacrifier des actions ? Augmenter la participation des bénéficiaires ? Les représentants Solidaires Finances dénonce cette double impasse qui pénalise les agents les plus démunis. La précarité a-t-elle si peu d'importance aux yeux du Secrétariat Général ?

La même question se pose pour la santé des agents. La Médecine de prévention est-elle utile ? Cette question semble saugrenue. Si des pistes sont parfois évoquées, nous déplorons une nouvelle fois l'absence de solution après bientôt trois ans de vacance du poste du médecin de Prévention. Pas de médecine, pas de prévention. Cette situation se retrouve dans toute la Fonction Publique d'Etat. Quelles réponses concrètes sont apportées par l'Etat-employeur ?

L'action sociale est un droit pour les actifs et les retraités. L'action sociale doit tenir compte de l'évolution des besoins de tous les agents et y répondre.

Nous demandons l'annexion de cette liminaire au procès verbal de ce CDAS .